

Bon pé d'zèn i rode in leader



« Lé fasil pou dmoune i travay fé la grève. Anou, kan ni fè la grèv, i bat'anou la zol ». F... 19 ans, rentre immédiatement dans le vif du sujet. En février, il a participé aux émeutes, « fé la grèv », insiste-t-il.

la 'ni rode amoin po esplik amoin koman i fé la politik. »

L'horizon, pour F... c'est maintenant : la réalité qui dicte ses lois. « Ma la bezoin gingne in travay. Mi lé fatigé rèt lakaz momon, é koméla, konm ma poin larzan, mi gingn pa fé ryin. Moin na in kopine, mé ni gingn pa oir anou ».

Moin sé pa in kaniar. Moin sé pa in zèn ki fé nin-porte koué ». Pourquoi est-il « descendu dans le chemin » ? « Akoz l'essence lé tro chèr » mais surtout, nous dit-il, parce que « na poin travay ». F... est un jeune citoyen, d'une ville de l'Ouest. Parcours scolaire court, comme la plupart des jeunes de sa commune, il a pourtant un diplôme... et aucun espoir de le valoriser.

Chômeur, il n'accepte pourtant pas que l'on parle de la « zénès sou piéd'mang ». « Toute band zèn i travay. Néna détroi la giny in kontra, la plipar i bèk la klé. Amoin minm mi sa pass la somèn Sinpol dsi in shantié ».

En Février, c'est avec ses dalons qu'il est descendu dans la rue. « Nou té ékoute Radio Freedom. La di bann zèn si Sin-Dni èk Le port té po bare shomin. Sa té dan lo tan Sarko, nou té fatigé èk sa, na poin travay, na poin ryin po fé, é bann flik la po fé chié anou, la po arcèle anou. Lo Préfé, toute bann la droite té pas dann télévision po di : i gingne pi done ryin, na pi kontra, na poin travay, rant zot kaz, alé manz out RSA épi fèrm la gèl. Bin nou la dsann dann somin, é ou koné koué ? La la trouve kontra. La la trouve larzan po done kontra. Alor i vé dir si ou la bril in loto, ou giny lo droi travayé. Kan la fé la grèv, bon pé d'zèn té rode in leader. Mé na poin persone po défann anou ».

Fatigé rèt lakaz momon

« Paresse », la jeunesse réunionnaise ? F... dément avec éloquence. « Mi koné pa in sèl zèn lé kontan rèt asiz son kaz. Toute la po rode travay. Mé parl pa nou Pôle Emploi ! Tèrla na poin ryin po nou ». Horizon : la mairie. « Ma la ésèye giny in kontra mé lé dur. É mi koné si mi giny in, sora difisil osi, akoz domoune lé zalou, i koz dsi ou, i reprosh aou parsk dapré zot, sé zot noré du gingné. Moin mi di, si sé touzour lé mèm i gingne, lé pa normal. Moin mi koné pa la politik, parsk na poin persone

Par ces propos, repris par d'autres jeunes, F... dément le cliché d'une jeunesse dépolitisée. La lutte paie, lui et ses camarades l'affirment.

Mais où sont les politiques ? La question se pose avant tout au PCR, qui a si longtemps animé et emmené les luttes sociales fondamentales. Les luttes des jeunes prennent-elles la suite des combats menés hier par les planteurs, les ouvriers, les étudiants et les fonctionnaires ? La Reconstruction en décidera...

Geoffroy Géraud Legros

“

Ma la ésèye giny in kontra mé lé dur. É mi koné si mi giny in, sora difisil osi, akoz domoune lé zalou, i koz dsi ou, i reprosh aou parsk dapré zot, sé zot noré du gingné.”

ALTERNATIVES INTERNATIONALES ET DÉVELOPPEMENT

Démanteler l'apartheid économique !

« Apartheid social », le terme employé par notre camarade Paul Vergès trouve sa source dans l'économie. A l'heure où le gouvernement s'apprête à présenter au Parlement le projet de loi Lurel sur la régulation économique des Outremer français, tous les experts le reconnaissent : notre île reste soumise à une économie de comptoir, au seul bénéfice de quelques grands groupes dont les profits repartent hors du territoire.

COMMENT PEUT-ON parler de « régulation » alors que les remèdes qui ont été apportés depuis la Départementalisation n'ont fait qu'empirer un processus qui ne peut être enrayeré que par des mesures structurelles ? Des expériences radicales sont pourtant menées avec succès dans nombre de pays de notre zone... Les Sud-Africains ont consacré dans leur Constitution le principe de la réparation économique aux Populations Historiquement Défavorisées (PHD),

grâce au BEE (Black Economic Empowerment). N'est-il pas temps, à La Réunion, d'abolir ces héritages coloniaux par une Loi de décolonisation économique ?

Une loi de décolonisation économique urgente

Le constat est sans appel : les principaux secteurs de notre économie (industrie sucrière, grande distribution, services) sont entre les mains d'intérêts extérieurs. Comment renverser la tendance ? En consacrant le principe de discrimination positive (Affirmative Action) à un niveau constitutionnel, l'Afrique du Sud a permis aux populations historiquement défavorisées (Noirs, Métis, Indiens et Asiatiques) d'acquérir des richesses dans leur propre pays. Ainsi, toute société de droit Sud-africaine doit leur réserver 30% de leur capital. De même, en matière d'accès à l'emploi ou aux marchés publics, une part doit



Afrique du Sud

obligatoirement revenir à la majorité noire. Beaucoup reste à faire ; néanmoins on constate l'émergence d'une classe moyenne et d'une classe supérieure noires, prélude à une meilleure redistribution des richesses. La consécration de ce principe chez nous ouvrirait aux Réunionnais le débouché préférentiel des emplois publics. Cela libérerait une partie du capital des grosses et moyennes sociétés en faveur d'actionnaires Réunionnais. Aussi, l'accès aux marchés publics pourrait être réservé aux entreprises à capitaux

réunionnais. Pour mettre en œuvre ces mesures, un Fonds d'Investissement public réunionnais accompagnerait la levée de ces capitaux pour des investisseurs Réunionnais et leur réinvestissement dans notre économie. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles ! A quand un « Reunion Economic Empowerment Act » (en français : Loi programme de responsabilisation économique réunionnaise) ? Le débat est lancé !

Christophe Rocheland